



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/6
4 septembre 2014

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA
DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT QUE
RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE NAGOYA
SUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET LE
PARTAGE JUSTE ET ÉQUITABLE DES AVANTAGES
DÉCOULANT DE LEUR UTILISATION

Première réunion

Pyeongchang, République de Corée, 13-17 octobre 2014

Point 14 de l'ordre du jour provisoire*

COOPÉRATION AVEC D'AUTRES CONVENTIONS, ORGANISATIONS ET INITIATIVES INTERNATIONALES

Note du Secrétaire exécutif

I. INTRODUCTION

1. Une coopération avec d'autres conventions, organisations et initiatives internationales est cruciale pour atteindre l'Objectif 16 d'Aichi pour la biodiversité, selon lequel « d'ici à 2015, le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation est en vigueur et opérationnel, conformément à la législation nationale ». Ceci nécessite de mettre en place des partenariats avec des organisations compétentes, ayant un mandat et des capacités, y compris aux niveaux régional et infrarégional, pour fournir une assistance aux Parties. Ceci nécessite également une participation à d'autres processus internationaux pertinents. Une telle coopération et participation favorise l'application synergique des pratiques en matière d'accès et de partage des avantages aux niveaux national, régional et international.

2. L'importance de la coopération a été soulignée à plusieurs reprises par les Parties à la Convention sur la diversité biologique (CBD). Au paragraphe 1 de sa décision XI/1 D, la Conférence des Parties (COP) à la Convention sur la diversité biologique a prié le Secrétaire exécutif, en collaboration avec les organisations compétentes et dans la limite des ressources financières disponibles, de continuer d'appuyer des initiatives de création et de renforcement des capacités pour faciliter la ratification, l'entrée en vigueur dans les meilleurs délais et l'application du Protocole de Nagoya.

3. Au paragraphe 1 de sa décision XI/1 E, la Conférence des Parties a prié le Secrétaire exécutif, en collaboration avec les organisations compétentes, selon qu'il convient, et dans la limite des ressources

* UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/1.

financières disponibles, ainsi qu'en tirant parti des activités et des ressources développées au titre d'autres programmes de travail de la Convention, en particulier le programme sur la communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP), de mener à bien des activités de sensibilisation pour appuyer la ratification, l'entrée en vigueur dans les meilleurs délais et l'application du Protocole.

4. La troisième réunion du Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya (ci-après « Comité intergouvernemental »), au paragraphe 1 de sa recommandation 3/5, a recommandé que la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya (COP-MOP 1) adopte un cadre stratégique pour la création et le renforcement des capacités afin de faciliter l'application effective du Protocole de Nagoya, figurant dans l'annexe I au projet de décision. Le cadre stratégique vise à promouvoir une approche stratégique, cohérente et coordonnée en matière de création et de renforcement des capacités, pour faciliter l'application effective du Protocole de Nagoya, au moyen de partenariats stratégiques, d'une coordination et d'activités synchronisées.

5. La présente note donne un aperçu des activités entreprises pour développer et renforcer la coopération avec d'autres conventions, organisations et initiatives internationales, en vue de faciliter l'entrée en vigueur et l'application du Protocole de Nagoya. Elle vise à mettre en avant quelques-uns des principaux arrangements et initiatives en matière de coopération et n'a pas vocation à être un compte-rendu exhaustif de toutes les actions menées en coopération.

II. COOPÉRATION AVEC D'AUTRES CONVENTIONS, ORGANISATIONS ET INITIATIVES INTERNATIONALES

6. Le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (SCBD) a entrepris des activités en coopération avec différentes conventions, organisations et initiatives internationales. Celles-ci incluent : le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRPAA), la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (CRGAA) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Université des Nations Unies – Institut des Hautes Études (UNU-IAS), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), ainsi que des organismes et institutions régionaux et infrarégionaux, l'Initiative pour le renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages (APA), et plusieurs autres organisations et initiatives.

A. Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

7. Le Secrétariat entretient une relation de longue date avec le Secrétariat du TIRPAA. Cette relation s'est renforcée depuis l'adoption du Protocole de Nagoya, en particulier à la lumière de la reconnaissance par les Parties à la Convention, dans leur décision adoptant le Protocole de Nagoya (décision X/1), que le régime international applicable à l'accès et au partage des avantages comprend à la fois le Protocole et le Traité. Un Mémorandum de coopération entre le Secrétariat de la Convention et le Secrétariat du TIRPAA a été signé à la dixième réunion de la Conférence des Parties, en octobre 2010, ayant comme objectif de renforcer la coopération entre les Secrétariats dans les domaines d'intérêt mutuel et dans le cadre de leurs mandats respectifs, durant une période de cinq ans à compter de la date de signature.

8. Dans ce contexte, les Secrétariats de la Convention et du TIRPAA ont convenu d'une initiative conjointe en marge du Sommet mondial pour le développement durable (Rio+20) en 2012, pour assurer une

application harmonieuse du TIRPAA, de la CBD et de son Protocole de Nagoya. L'initiative conjointe vise à favoriser davantage une application complémentaire du TIRPAA, de la CBD et de son Protocole de Nagoya.

9. Le SCBD et le TIRPAA ont organisé conjointement un éventail d'activités, y compris des réunions d'information de haut niveau et des ateliers de renforcement des capacités à l'intention des correspondants des traités, des communautés autochtones et locales et des parties prenantes concernées. Des exemples d'activités conjointes récentes incluent les suivantes :

a) Des ateliers conjoints sur le renforcement des capacités ont été organisés immédiatement avant la première et la deuxième réunion du Comité intergouvernemental en 2011 et en 2012, et avant la septième réunion du Groupe de travail spécial intersessions à composition non limitée sur l'article 8 j) en 2011; ces ateliers ont donné l'occasion d'étudier les moyens de promouvoir un appui mutuel et une application harmonieuse du Protocole de Nagoya et du TIRPAA;

b) Une réunion d'information conjointe ministérielle « petit-déjeuner » sur le Protocole de Nagoya et le TIRPAA s'est tenue en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, le 22 septembre 2011;

c) Des réunions d'information conjointes à l'intention des responsables gouvernementaux et des parties prenantes ont été organisées au Brésil, en février 2013, sur le thème d'un appui mutuel entre les deux instruments.

10. Le Secrétaire exécutif a fait des déclarations également au sujet de l'importance d'une collaboration pour parvenir à une application effective des deux instruments à l'échelon national, au cours de manifestations organisées par le Traité, telles que la troisième table ronde de haut niveau sur le TIRPAA dans le cadre de la « Conférence internationale sur les ressources phytogénétiques, la sécurité alimentaire et le changement climatique », qui s'est tenue à Bandung (Indonésie), du 2 au 4 juillet 2013, et lors d'un événement lié au Traité durant la Semaine verte internationale à Berlin en 2014.

11. Le Secrétariat du TIRPAA a pris part également à des activités pertinentes organisées par le SCBD, comme les ateliers régionaux de renforcement des capacités sur le Protocole de Nagoya organisés par le SCBD en 2013 et en 2014, lesquels ont inclus une composante relative à l'appui mutuel entre les deux instruments; et l'événement spécial du deuxième comité de l'Assemblée générale des Nations Unies qui s'est tenu le 30 octobre 2013, donnant suite à la résolution 67/212.

12. Le SCBD communique régulièrement avec le Secrétariat du TIRPAA et contribue activement aux processus du TIRPAA liés au Protocole de Nagoya. Ceci inclut une participation aux sessions de l'Organe directeur du Traité et à des processus permanents pertinents, tels que le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'amélioration du fonctionnement du Système multilatéral d'accès et de partage des avantages. À la cinquième session de l'Organe directeur du Traité, un certain nombre de résolutions qui intéressent la Convention sur la diversité biologique ont été adoptées. D'autres informations à ce sujet figurent dans un document d'information¹. Le SCBD accueille aussi à l'heure actuelle un membre du personnel du Secrétariat du Traité.

13. Les deux Secrétariats ont entamé des discussions également sur la possibilité d'étendre leur partenariat en ce qui concerne la mise en place du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, et le SCBD participe à la consultation sur le Système mondial d'information sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture menée actuellement dans le cadre du Traité.

¹ UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/INF/5.

14. Enfin, tant le SCBD que le Secrétariat du TIRPAA ont collaboré avec l'Initiative pour le renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages et Biodiversity International, dans le cadre d'ateliers portant sur un appui mutuel entre les deux instruments (d'autres informations sont fournies ci-dessous).

B. Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture

15. Il existe une longue tradition de coopération entre la CBD et la FAO, notamment sa Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (CRGAA). Cette coopération est inscrite dans un plan de travail conjoint pour la période 2011–2020. Le plan de travail conjoint a été accueilli avec satisfaction par la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique à sa onzième réunion², et par la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture à sa treizième réunion. Le principal thème du plan de travail conjoint concerne la Décennie des Nations Unies pour la biodiversité et le Plan stratégique pour la diversité biologique (2011-2020) et ses Objectifs d'Aichi pour la biodiversité. L'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages découlant de leur utilisation figurent parmi les domaines de travail conjoints convenus.

16. Depuis l'adoption du Protocole, le Secrétariat a collaboré activement avec le Secrétariat de la Commission sur les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, en assurant notamment la participation de représentants du Secrétariat de la Commission aux ateliers régionaux de renforcement des capacités sur le Protocole de Nagoya, organisés par le SCBD en 2013 et en 2014.

17. Le SCBD a aussi participé à plusieurs réunions de la Commission. Le Secrétaire exécutif a ainsi prononcé une allocution d'ouverture à la 14^{ème} session ordinaire de la Commission, en avril 2013, et le Secrétariat est actuellement représenté en qualité d'observateur aux réunions de l'Équipe d'experts techniques et juridiques en matière d'accès et de partage des avantages de la Commission.

C. Conférences des Nations Unies sur le commerce et le développement

18. Le Secrétariat continue de coopérer avec la Conférences des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) sur les questions relatives à l'application du Protocole de Nagoya. Parmi les récentes activités menées en coopération, figurent les suivantes :

a) Le SCBD a participé à la réunion du Groupe spécial d'experts sur les aspects de la propriété intellectuelle liés au développement : la diversité biologique et l'accès et le partage des avantages, qui s'est tenue à Genève, du 15 au 17 avril 2013. La réunion a été organisée pour favoriser un échange de vues et un examen par les pairs de l'avant-projet de manuel de la CNUCED intitulé : « La Convention sur la diversité biologique et le Protocole de Nagoya : répercussions en ce qui concerne la propriété intellectuelle »;

b) La CNUCED a donné une présentation lors de la réunion d'information conjointe sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la Convention sur la diversité biologique dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour la biodiversité, et sur la poursuite des efforts prodigués pour améliorer la cohérence, qui a été organisée le 30 octobre 2013 comme événement spécial du deuxième comité de l'Assemblée générale des Nations Unies, en application de la résolution 67/212;

c) Le SCBD a apporté une contribution au 2^{ème} Congrès BioTrade qui s'est tenu en décembre 2013.

² Paragraphe 22 de la décision XI/6.

D. Programme des Nations Unies pour l'environnement

19. Le SCBD a été le principal organisme d'exécution du projet de moyenne envergure financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et réalisé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), visant à faciliter la ratification et l'entrée en vigueur dans les meilleurs délais du Protocole de Nagoya. Le projet a été réalisé entre 2010 et 2013, afin d'aider les Parties admissibles à un financement du FEM à se préparer pour la ratification et l'entrée en vigueur dans les meilleurs délais du Protocole de Nagoya, au moyen d'activités de sensibilisation et de renforcement des capacités.

20. Pour faciliter la ratification et l'application du Protocole de Nagoya à l'échelle mondiale, régionale et nationale, le Secrétariat travaille aussi en collaboration avec le PNUE sur plusieurs projets, en contribuant aux activités et en participant aux réunions et ateliers y afférents. Ces projets incluent : Renforcer l'application des régimes d'accès et de partage des avantages en Amérique latine et Caraïbes; Appui mondial pour faciliter la ratification et l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages; Application du Protocole de Nagoya dans les pays membres de la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC).

21. Le SCBD a aussi travaillé en collaboration avec les bureaux régionaux du PNUE sur des ateliers régionaux de renforcement des capacités sur le Protocole de Nagoya pour l'Afrique (9-13 juin 2014 à Kampala, Ouganda), les Caraïbes (19-22 mai 2014 à Georgetown, Guyana), et l'Asie occidentale et Afrique du Nord (1-5 juin 2014 à Dubaï, Emirats Arabes Unis). À l'atelier de Dubaï, les participants ont invité le Bureau régional du PNUE pour l'Asie occidentale, en collaboration avec le SCBD et le Secrétariat de la Ligue des États arabes, à faciliter l'élaboration d'un mécanisme de coopération et d'orientations régionaux pour l'application du Protocole de Nagoya dans cette sous-région, et à aider les pays de la région à élaborer des projets nationaux et/ou régionaux sur l'accès et le partage des avantages, en vue d'obtenir un financement dans le cadre de FEM-6. De la même façon, lors de l'atelier régional pour l'Afrique qui s'est tenu à Kampala, les participants ont demandé au PNUE, en collaboration avec le SCBD, la Commission de l'Union africaine et les Commissions économiques régionales (y compris la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et la Communauté de développement de l'Afrique australe), d'élaborer un projet régional sur le renforcement des capacités pour faciliter l'application du cadre de politique générale et des orientations proposés par l'Union africaine pour une approche coordonnée dans l'application du Protocole de Nagoya en Afrique.

22. Le PNUE a participé également à la réunion d'information conjointe qui s'est tenue lors d'un événement spécial du deuxième comité de l'Assemblée générale des Nations Unies, en application de la résolution 67/212.

E. Université des Nations Unies – Institut des Hautes Études

23. Le SCBD a travaillé en collaboration avec l'Université des Nations Unies – Institut des Hautes Études (UNU-IAS) pour entreprendre les activités ci-après :

a) Sensibilisation des parlementaires et d'autres décideurs dans les régions d'Asie, du Pacifique et d'Amérique latine, afin de promouvoir la ratification et l'entrée en vigueur dans les meilleurs délais du Protocole;

b) Élaboration d'un matériel de sensibilisation au sujet du Protocole de Nagoya, destiné aux utilisateurs des ressources génétiques qui travaillent dans différents secteurs³;

³ Le matériel utilisé est disponible à l'adresse : <https://www.cbd.int/abs/policy-brief/default.shtml/>.

c) Une réunion informelle sur l'application des articles 19 et 20 du Protocole de Nagoya⁴ a été organisée par le Gouvernement japonais et l'UNU-IAS, en collaboration avec le Secrétariat. La réunion a été appuyée par une étude mise au point par l'UNU-IAS pour éclairer les discussions.

F. Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

24. Le SCBD échange régulièrement des informations avec l'OMPI. Dans le contexte du Protocole de Nagoya, le Secrétariat met l'accent en particulier sur le Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore (IGC) de l'OMPI. Le SCBD participe aux réunions et aux activités connexes du Comité, afin de fournir des informations pertinentes sur la Convention et le Protocole de Nagoya pour éclairer les discussions.

G. Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

25. Le Secrétariat suit l'évolution des débats au sein du Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée de l'Assemblée générale des Nations Unies chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale. Le SCBD échange aussi régulièrement des informations sur le Protocole de Nagoya et l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages découlant de leur utilisation avec la Division des affaires maritimes et du droit de la mer de l'ONU.

H. Union internationale pour la conservation de la nature

26. La coopération avec l'UICN a été une composante importante pour faciliter l'entrée en vigueur et l'application du Protocole de Nagoya au niveau régional. Le Secrétariat de la CBD échange régulièrement des informations avec l'UICN sur les activités et les développements concernant le Protocole de Nagoya, afin d'assurer une approche de coopération dans l'application du Protocole. Les domaines de coopération sont les suivants :

a) L'UICN est chargé de réaliser le projet régional du PNUE-FEM intitulé : Renforcer l'application des régimes d'accès et de partage des avantages en Amérique latine et Caraïbes. L'objectif général du projet est de renforcer les capacités de huit pays (Colombie, Costa Rica, Cuba, Équateur, Guyana, Panama, Pérou et République dominicaine) à élaborer et/ou appliquer des cadres de politique générale et juridiques nationaux en matière d'accès et de partage des avantages. Le SCBD fait partie du comité directeur du projet;

b) L'UICN a contribué activement aux ateliers infrarégionaux sur le Protocole de Nagoya organisés par le SCBD en Amérique latine (24-28 mars 2014 à Montevideo, Uruguay), Europe centrale et orientale et Asie centrale (31 mars - 4 avril 2014 à Minsk, Belarus) et Caraïbes (19-22 mai 2014 à Georgetown, Guyana). À l'atelier pour l'Europe centrale et orientale tenu à Minsk, les participants ont demandé à l'UICN, avec la collaboration du SCBD, de les aider à mettre au point deux projets infrarégionaux sur l'application du Protocole de Nagoya, en vue d'obtenir un financement éventuel du FEM et d'autres bailleurs de fonds; un projet concerne l'Europe centrale et orientale et l'autre projet concerne les pays du Caucase et d'Asie centrale.

⁴ 25-26 mars 2013, Tokyo, Japon.

I. Organismes et institutions régionaux et infrarégionaux

27. Le Secrétariat travaille en étroite collaboration avec différents organismes et institutions régionaux et infrarégionaux pour faciliter la ratification et l'application du Protocole de Nagoya au niveau régional, en organisant des activités qui encouragent une harmonisation des processus, de sorte que le Protocole puisse être mis en œuvre d'une façon cohérente et effective. Des exemples d'activités de coopération entre le SCBD et les organismes et institutions régionaux/infrarégionaux incluent les suivants :

a) *Commission de l'Union africaine (CUA)* : La CBD et la Commission de l'Union africaine ont collaboré dans le cadre de différentes activités. La Commission, avec le soutien du SCBD, a organisé des réunions préparatoires pour les délégations africaines précédant les trois réunions du Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya. Le SCBD a contribué de son côté à l'examen par les pairs du cadre de politique générale et des orientations proposés par l'Union africaine pour une approche coordonnée dans l'application du Protocole de Nagoya en Afrique.

b) *Communauté des Caraïbes (CARICOM)* : la SCBD et CARICOM ont organisé conjointement l'Atelier infrarégional de renforcement des capacités sur le Protocole de Nagoya pour les Caraïbes, qui s'est tenu du 19 au 22 mai 2014, dans les bureaux du Secrétariat de CARICOM à Georgetown, Guyana. D'autre part, le Secrétariat de CARICOM a invité le SCBD à fournir du matériel d'information pour l'atelier préparatoire régional des Caraïbes pour la douzième réunion de la Conférence des Parties et la première réunion des Parties au Protocole de Nagoya.

c) *Association d'intégration de l'Amérique latine (ALADI)* : Dans le cadre de leur Mémorandum de coopération, le SCBD et ALADI ont coopéré pour organiser l'Atelier régional de renforcement des capacités sur le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages pour l'Amérique latine, qui s'est déroulé du 24 au 28 mars 2014 à Montevideo, Uruguay, et pour préparer une publication conjointe sur les points de vue et les expériences des pays d'Amérique latine sur certaines questions relatives à l'application du Protocole de Nagoya.

d) *Secrétariat du Programme régional océanien pour l'environnement (PROE)* : Le SCBD et le PROE, en collaboration avec l'Initiative pour le renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages, ont organisé conjointement l'Atelier infrarégional sur l'accès et le partage des avantages pour le Pacifique, qui s'est tenu du 25 au 29 novembre 2013 à Suva, Fidji. Le SCBD a aussi participé à la réunion conjointe préparatoire de la région du Pacifique pour la COP-12 (Nandi, Fidji, 11-15 août 2014) et a fourni des informations sur l'accès et le partage des avantages et sur la première réunion des Parties au Protocole de Nagoya.

28. D'autre part, le Secrétariat a organisé des activités avec les organismes et institutions régionaux ci-après, entre autres : la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC); l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR); l'Organisation de coopération économique (ECO); l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE); le Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes (ICIMOD); le Conseil de coopération des États arabes du Golfe et la Ligue des États arabes.

J. Initiative pour le renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages

29. Le SCBD poursuit sa collaboration avec l'Initiative pour le renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages, une initiative comprenant des bailleurs de fonds multiples et visant à aider les parties prenantes concernées dans les pays ACP (Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) à élaborer et à appliquer une réglementation nationale sur l'accès et le partage des avantages et, en particulier, à ratifier et à appliquer le Protocole de Nagoya. L'Initiative a été un partenaire essentiel depuis

son lancement à la huitième réunion de la Conférence des Parties, en mars 2006. Le SCBD dispose d'un statut d'observateur au sein des comités directeurs de l'Initiative pour les différentes régions couvertes par l'Initiative et, à ce titre, il participe également aux réunions de l'Assemblée générale de l'Initiative.

30. Le SCBD a contribué à un grand nombre d'activités organisées par l'Initiative pour faciliter la prompte ratification, entrée en vigueur et application du Protocole de Nagoya, et il a donné des conseils de fond sur le matériel technique élaboré par l'Initiative. Le SCBD a collaboré avec l'Initiative pour le renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages pour entreprendre des activités qui incluent l'organisation de réunions d'information conjointes et d'ateliers conjoints.

31. Le SCBD est souvent invité également à faire des présentations à des ateliers et des manifestations organisés par l'Initiative. Des exemples incluent : une présentation à l'atelier de l'Initiative pour le renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages qui s'est tenu du 22 au 24 mai 2012 à Asau, Samoa; une participation au premier atelier de l'Initiative sur l'accès et le partage des avantages pour la région des Caraïbes, qui s'est tenu les 3 et 4 septembre 2012 à Port of Spain, Trinidad-et-Tobago; une déclaration du Secrétaire exécutif durant le 3^{ème} Dialogue des entreprises sur l'accès et le partage des avantages, qui s'est tenu à Copenhague (Danemark), les 4 et 5 septembre 2013; et des présentations durant les première et deuxième sessions du Dialogue qui se sont déroulées à Cape Town (Afrique du Sud), du 30 au 31 janvier 2014, et à Goa (Inde), du 4 au 6 août 2014, respectivement.

32. D'autre part, le SCBD et le Secrétariat du TIRPAA ont coopéré avec l'Initiative et avec Biodiversity International pour organiser des ateliers sur l'application conjointe du Protocole de Nagoya et du Traité international. À ce jour, ces ateliers ont inclus un atelier d'experts sur « le Traité international et le Protocole de Nagoya : faciliter un appui mutuel dans l'application des deux instruments au niveau national », et un atelier en tandem à l'intention des correspondants nationaux du Protocole de Nagoya et du TIRPAA. L'atelier en tandem visait à mieux faire comprendre l'interface entre le Protocole de Nagoya et le TIRPAA, et a donné l'occasion aux participants d'examiner quelques-unes des principales questions relatives à l'application harmonieuse des deux instruments, ainsi que l'élaboration de recommandations concrètes sur la façon d'améliorer la coordination et la collaboration aux niveaux national et international.

K. Autres organisations et initiatives

33. L'accès et le partage des avantages sont aussi une composante des activités menées en coopération dans le contexte plus large de l'ensemble de la Convention. De plus amples informations à ce sujet figurent dans le document UNEP/CBD/COP/12/24. D'autres activités de coopération axées sur l'accès et le partage des avantages sont indiquées ci-dessous.

Fédération mondiale des collections de cultures

34. Le SCBD coopère et échange régulièrement des informations avec la Fédération mondiale des collections de cultures et ses organisations membres. Ceci inclut une déclaration vidéo du Secrétaire exécutif à la 13^{ème} Conférence internationale sur les collections de cultures, qui s'est tenue en septembre 2013. Des premières discussions ont été entamées également avec le Centre mondial de données sur les microorganismes, afin d'évaluer les liens potentiels entre le Catalogue mondial des microorganismes et le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages.

Diversitas

35. Le SCBD a collaboré avec Diversitas, dans le cadre d'un projet sur « l'accès et le partage des avantages en Amérique latine et Caraïbes : un dialogue scientifique et politique pour la recherche universitaire », élaboré en partenariat avec le Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du

Conseil international pour la science (ICSU), l'Union internationale des sciences biologique et l'Académie des sciences suisse. Le projet est axé sur la recherche universitaire en Amérique latine et dans les Caraïbes et sur les conséquences des politiques et des réglementations sur l'accès et le partage des avantages; il a été entrepris en collaboration avec le projet régional du FEM pour l'Amérique latine, réalisé par l'UICN-Sur et l'Université de Bonn. Le Secrétariat a apporté une contribution à l'Atelier scientifique et politique sur l'accès et le partage des avantages pour la recherche universitaire non commerciale, qui s'est tenu à Lima (Pérou), du 20 au 22 novembre 2013.

PharmaSea

36. Le projet PharmaSea est axé sur la recherche dans le domaine des découvertes biologiques (biodécouvertes) et le développement et la commercialisation de nouvelles substances issues d'organismes marins. Il s'agit d'un consortium réunissant une équipe internationale et interdisciplinaire d'universitaires, de chercheurs industriels et de spécialistes dans le domaine des découvertes biologique. Le « paquet » de travaux 6 du projet met l'accent sur le contexte juridique et politique complexe et évoluant rapidement relatif aux ressources génétiques marines, et vise à identifier des solutions pour les goulets d'étranglement potentiels. Ceci inclut la convocation d'un groupe consultatif d'experts en politique générale et en droit. Le SCBD est représenté en qualité d'observateur au sein du groupe consultatif, afin de fournir des informations pertinentes sur l'accès et le partage des avantages dans le contexte de la Convention et du Protocole de Nagoya. Deux réunions du groupe consultatif ont eu lieu à ce jour. Le projet se poursuivra jusqu'en septembre 2016.

Union pour le BioCommerce Éthique

37. Le SCBD et l'Union pour le BioCommerce Éthique échangent régulièrement des informations sur des activités pertinentes. Le SCBD a participé à plusieurs conférences annuelles « Beauty of Sourcing with Respect » (« la beauté d'un approvisionnement respectueux ») organisées par l'Union pour le BioCommerce Éthique et a fourni des informations sur l'accès et le partage des avantages et sur le Protocole de Nagoya. Un représentant de l'Union pour le BioCommerce Éthique a fait une présentation lors de l'échange de vues sur l'état d'avancement du Protocole de Nagoya durant la troisième réunion du Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya, en février 2014.
